Le mythe du mafioso tout puissant

Autor(en): **Sollberger, Adi**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique**

Band (Jahr): **- (2000)**

Heft 46

PDF erstellt am: **28.03.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-971468

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

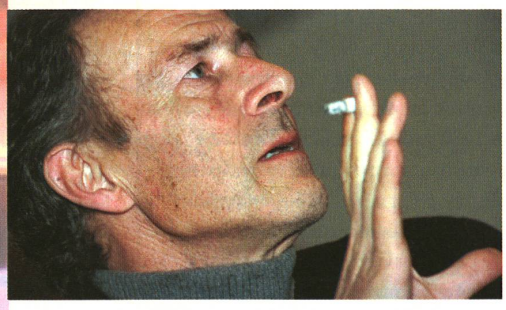
http://www.e-periodica.ch

Le mythe du mafioso tout puissant

PAR ADI SOLLBERGER

PHOTOS «TAGES ANZEIGER» ET KEYSTONE

Le spectre d'une criminalité organisée qui dominerait le monde hante les esprits. Une étude vient d'être réalisée, qui dessine une image plus différenciée et moins menaçante de la situation.



Ruti

Pour Claudio Besozzi, le spectre de la criminalité organisée n'est pas aussi fondé qu'il n'y paraît.

Le spectre de la criminalité organisée hante l'Europe. Après l'implosion du bloc soviétique, elle est devenue dans les années 90 l'ennemi public numéro un – «tout aussi probable et meurtrière que le danger auquel nous étions confrontés durant la Guerre froide», annonçait le directeur de la CIA de l'époque, R. James Woolsey. La sonnette d'alarme s'agite également en Suisse: le rapport stratégique de la Commission Brunner de 1998 fait entendre que la criminalité organisée pourrait devenir bientôt l'une des plus grandes menaces au monde.

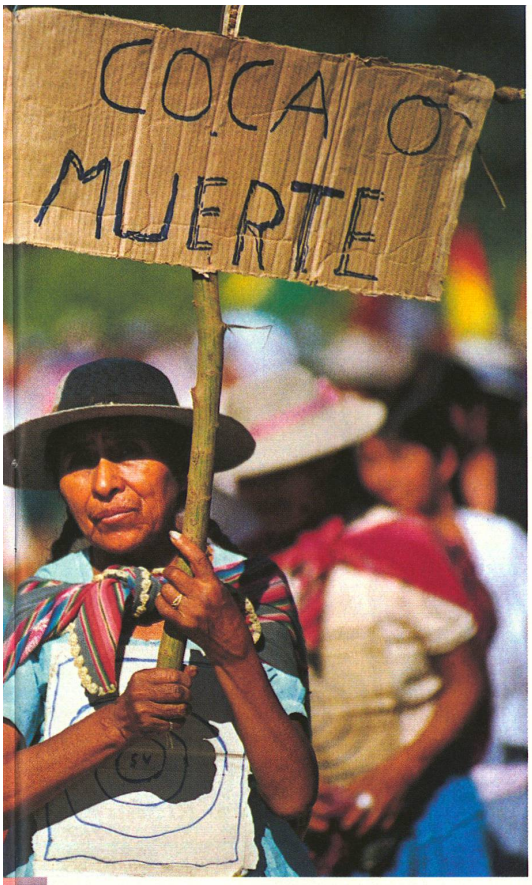
Les spécialistes s'accordent pour dire que les réseaux internationaux mafieux sont des entreprises de type monopolistique, hiérarchisées, dont la marge bénéficiaire ferait blêmir d'envie tout homme d'affaires honnête. L'ancien conseiller fédéral Arnold Koller a même qualifié le crime organisé de «mal cancéreux de la société démocratique», qui pourrit la société en diffusant des produits nocifs et en minant la politique et l'économie avec son argent sale et ses pots-de-vin.

Franche exagération

L'étude du sociologue tessinois Claudio Besozzi sur les marchés illégaux livre de nombreux arguments contredisant ces opinions. Sans sous-estimer le danger de tels marchés, le sociologue considère que l'on accorde à ce phénomène une gravité excessive.

Par exemple, les bénéfices. Nous ne possédons que des informations incomplètes sur le succès économique réel des marchés criminels (ce qui n'a rien d'étonnant dans la mesure où la mafia ne publie aucun bilan annuel!). Les évaluations des bénéfices sont donc très divergentes: les marges bénéficiaires estimées pour le cartel colombien de la drogue varient entre 60% et... 400%.

Pour Claudio Besozzi, cette tendance à surestimer les bénéfices provient de l'incertitude dans laquelle on se trouve. Dans le rapport «World Drug Report» de l'ONU de 1998 par exemple, on estimait les recettes internationales du négoce de la drogue à 400 milliards de dollar, ce qui correspond à peu près au marché de l'automobile ou du pétrole. De l'avis du sociologue, cette évaluation est erronée parce qu'elle se fonde sur des



La production de drogue ou le tourisme sexuel sont deux marchés qui font vivre les pays en voie de développement... et les autres.



conditions de production et de répartition idéales, de prix stables et de coûts négligeables. On oublie les mauvaises récoltes, les pertes de marché en raison des razzias de police et des escroqueries, de la consommation en propre sans compter les dépenses faites pour rémunérer les avocats et le blanchiment de l'argent. D'où des profits calculés excessifs.

Pas tout l'argent blanchi

Même type d'erreurs dans les évaluations du Fonds Monétaire International (FMI) concernant la quantité d'argent blanchi au niveau international, soit 500 milliards de dollar environ. Le FMI suppose que l'ensemble des recettes encaissées par la criminalité organisée est blanchi, ce qui n'est pas du tout le cas selon Claudio Besozzi: une partie de cet argent est réinvestie dans l'économie clandestine, une autre partie est dépensée. Corrigés vers le bas, les résultats montrent que les fonds blanchis ne causent pas de préjudices très graves à l'économie mondiale. Une étude du ministère public canadien calcule que les 5 à 14 milliards de dollar illégaux infiltrés dans l'économie légale de ce pays n'ont pas d'incidence perceptible, d'autant qu'ils ne sont pas concentrés en quelques mains.

«Crime désorganisé»

Dans son analyse, Claudio Besozzi met en question d'autres clichés sur le crime organisé. Les marchés illégaux se caractérisent à son avis par une multitude de petites entreprises, hautement compétitives, qui se défont et se reforment de transaction en transaction. C'est pourquoi certains auteurs préfèrent parler de «crime désorganisé». En revanche, les organisations de plus grande taille, hiérarchisées et présentant une plus grande longévité sont rares, dû à l'instabilité des marchés, aux risques élevés mais aussi au manque de rationalité au niveau de l'entreprise dont font preuve les criminels. L'existence de structures monopolistiques ou criminelles au niveau mondial qui tiendraient tous les fils des marchés illégaux, est à placer au rang du mythe. Le sociologue en est tout à fait sûr.

Selon le chercheur, l'image d'une criminalité organisée comme d'un corps étranger parasitaire et subversif est tout aussi critiquable. Les institutions étatiques seraient infiltrées par des éléments corrompus jouant avec l'intimidation, les marchés officiels faussés et lésés par l'argent sale, le travail illégal et par les marchés au noir. Il parle plutôt d'une «Underground Economy» (économie souterraine), élément structurel de la société légale et qui lui est étroitement lié. Ceci, parce que les offres illégales répondent aux besoins de la société. Pour les pays en voie de développement, les marchés illégaux représentent d'importantes sources de devises, par exemple le tourisme du sexe en Thaïlande ou la production de drogues en Bolivie (15% du produit national brut de ce pays).

Retombées mondiales

Même les pays industrialisés en profitent: les entreprises légales font d'immenses économies grâce à l'élimination illégale des déchets toxiques, les agences de voyage profitent du tourisme du sexe. La contrebande et les marchés au noir, comme celui des armes, esquivent les barrières commerciales et élargissent les débouchés des producteurs légaux en leur offrant une surcapacité. Le trafic des hommes mène à un dumping des salaires dont les entreprises tirent profit. Une grande partie des recettes illégales relance la production légale sous forme de produits de consommation de luxe. Et en règle générale, les marchés illégaux créent des emplois et des revenus, ne serait-ce que dans l'immense appareil de répression de la criminalité.

Pour quelles raisons s'emploie-t-on à déformer la réalité? Les chiffres, précise Claudio Besozzi, sont mis en circulation par des instances «qui ont tout intérêt à surestimer le poids économique de ces marchés illégaux». Les budgets des services de sûreté intérieure, des ONG ou des bureaux de l'ONU dépendent directement de la taille du prétendu danger. Mais le sociologue pense plutôt que la construction de l'image du «cancer de la criminalité organisée» répond au besoin de la société de séparer nettement entre une bonne et une mauvaise économie. Illusoire: «L'économie a perdu sa virginité depuis longtemps déjà.» ■